

acquittent obligatoirement au départ du Togo en sus des taxes postales ordinaires de toute nature, les surtaxes aériennes fixées comme suit :

DEPART DU TOGO A DESTINATION DE	Lettres, cartes postales et paquets clos.	
	Autres objets	
	Par 5 grammes ou fraction de 5 grs.	Par 25 grammes ou fraction de 25 grs.
1° — Colonies de l'A. O. F.	Fr. 1,00	Fr. 1,00
2° — France et Corse . . .	2,50	2,50
3° — Espagne et Portugal.	2,00	2,00
4° — Maroc, Algérie, Tu- nisie :		
a) Voie Air-France .	1,50	1,50
b) Voie Air-Afrique .	2,00	2,00
5° — Rio de Oro	1,50	1,50
6° — Afrique Equatoriale Française :		
a) Voie Aéromaritime .	1,50	1,50
b) Voie Air-Afrique .	2,50	2,50
7° — Congo Belge :		
a) Voie Aéromaritime .	1,50	1,50
b) Air-Afrique	2,50	2,50
8° — Caméroun	1,50	1,50
9° — Madagascar Réunion	3,00	3,00
10° — Mozambique	2,00	2,00
11° — Rodhésie	2,00	2,00
12° — Colonies étrangères situées sur le par- cours aérien Dakar- Cotonou	1,00	1,00
13° — Colonies étrangères situées sur le par- cours Cotonou- Brazzaville	1,50	1,50
14° — Brésil, Uruguay, Ar- gentine	16,00	16,00
Pour tous objets par 5 grammes ou fraction de 5 grammes.		
15° — Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Guyanes, Française, Hollandaise, Anglaise, Vénézuéla, Trinité	16 francs.	
16° — Martinique, Guadeloupe, Antigua, Iles Vierges, Porto-Rico, Répu- blique Dominicaine, Haïti	16 —	
17° — Panama, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras (République) Honduras Britannique	16 —	

ART. 2. — Pour les pays situés au-delà de la France, la surtaxe totale à appliquer comprend :

1° — La surtaxe aérienne afférente au parcours Togo-France;

2° — La surtaxe aérienne perçue au départ de France.

ART. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} novembre 1938 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Communications téléphoniques

ARRETE N° 583 ouvrant certains bureaux gares aux communications téléphoniques privées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 70 du 28 janvier 1929 réglementant les opérations des bureaux de postes, télégraphes et téléphones gérés par les gares du chemin de fer du Togo;

Vu l'arrêté n° 428 du 31 juillet 1937 portant relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques du régime intérieur, franco-colonial et intercolonial;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T. après avis du chef du service des travaux publics et des transports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} novembre 1938 les bureaux gares énumérés ci-après seront ouverts aux communications téléphoniques privées :

Agou, Assahun, Blitta, Noépé, Nuatja, Porto-Segouro et Tsévié.

ART. 2. — La taxe de l'unité de conversation (3 minutes) est fixée ainsi qu'il suit :

1° — Conversations locales (taxe unitaire de jour et de nuit) 0,65

2° — Conversations interurbaines échangées (taxe unitaire) :

Jusqu'à 100 kilomètres 4,—

Au-dessus de 100 kilomètres : 4 f, 00 pour les 100 premiers kilomètres, plus 1f, 00 par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres en excédent.

En outre une taxe de 1f, 50 pour avis d'appel devra obligatoirement être acquittée par le demandé.

ART. 3. — Les heures normales où pourront être servies les communications privées sont fixées ainsi qu'il suit :

De 7 h. 30 à 11 h. 30;
et de 14 h. à 17 h.

ART. 4. — Le service du chemin de fer conserve la priorité des communications sur ses propres lignes.

ART. 5. — Le trafic officiel et privé ne donne lieu à aucun échange de comptabilité entre les deux services intéressés chacun conservant intégralement le produit des taxes encaissées par lui.

ART. 6. — Le chef du service des transports et le chef du service des P. T. T. sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

ARRETE N° 585 prononçant le rétablissement du cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 395 en date du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 396 en date du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu le télégramme n° 197 S. T. en date du 12 octobre 1938 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision d'Anécho est détachée du cercle du sud et constituée en cercle d'Anécho pour compter du 24 octobre 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 586 portant approbation de rôles supplémentaires 1938, des cotisations de certaines sociétés indigènes de prévoyance du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés Indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires 1938 des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire dont le détail suit :

Société indigène de prévoyance de Lama-Kara :

1^{er} Rôle — Deux cent soixante deux francs.

2^e Rôle — Mille cent francs.

3^e Rôle — Cinquante six francs.

Société indigène de prévoyance de Mango :

1^{er} Rôle — Mille vingt francs.

2^e Rôle — Mille huit cent soixante quinze francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Coupons-réponse internationaux

ARRETE N° 589 fixant le prix de vente des coupons-réponse internationaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 10 août 1938 fixant le prix de vente des coupons-réponse internationaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} novembre 1938, le prix de vente des coupons-réponse internationaux est fixé à quatre francs.

ART. 2. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 3. — Le chef du service des P. T. T. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions n°s 759, 760, 761, 762, 773 et 775 des :
20 octobre 1938. — M. Roche, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé commandant du cercle d'Anécho et président du tribunal criminel et du tribunal du deuxième degré d'Anécho.

M. de Pedrals, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, est affecté au cercle du sud avec résidence à Lomé.

M. Poinot, lieutenant vétérinaire, attendu à Lomé par paquebot « Hoggar » du 21 octobre 1938 est chargé des fonctions d'inspecteur vétérinaire et de l'élevage avec résidence à Mango. Il est à ce titre le conseiller technique du Commissaire de la République pour tout ce qui concerne les questions zootechniques.

M. Piriou, médecin-capitaine des troupes coloniales, est chargé cumulativement avec ses fonctions de chef du sous-secteur du cercle de Mango de la lutte contre la trypanosomiase, des fonctions de chef par intérim de la subdivision sanitaire de Mango.

Les fonctionnaires attendus par le « Canada » le 30 octobre 1938, reçoivent les affectations suivantes :

M. Robin, ingénieur d'agriculture, est nommé chef de la circonscription agricole du centre avec résidence à Atakpamé.

Il est chargé en outre des fonctions intérimaires de chef du service de l'agriculture ainsi que des fonctions de la circonscription du coton.

M. Fréau, adjoint de 1^{re} classe des services civils, est affecté au cercle d'Anécho et nommé président du tribunal du 1^{er} degré d'Anécho. En attendant son arrivée, l'intérim des fonctions de président du tribunal sera exercé par M. Bancel, commis des services civils.